

# LE TEMPS

## Livraison des vaccins: l'histoire du financement

Le Temps, Charles Wyplosz, 25 mars 2021

---

En matière de vaccination, les différences entre pays sont devenues spectaculaires. Des dizaines de pays pauvres n'ont pas encore reçu la moindre fiole magique alors qu'Israël est sur le point d'atteindre le seuil d'immunité collective. En Europe, les pays de l'Union européenne n'ont pas assez de doses pour mener une campagne massive de vaccination alors qu'en Grande-Bretagne on vaccine 7 jours sur 7. Evidemment, c'est une question d'argent, mais pas seulement. Parmi les pays développés, certains ont compris très tôt comment marche la recherche sur les vaccins, d'autres pas. Le problème central, c'est le décalage entre le risque de ne pas trouver la bonne formule et les coûts, énormes, à engager. Il ne suffit pas seulement de trouver un vaccin, mais il faut le tester sur des très larges échantillons, déterminer le bon dosage et soumettre aux autorités compétentes des rapports très détaillés.



CHARLES WYPLOSZ

Dépenser des sommes considérables avec des chances limitées de succès n'est pas très attrayant. C'est pour cela que l'industrie des vaccins, et plus largement celle des médicaments, a évolué vers un modèle particulier et souvent méconnu. Avez-vous remarqué que les grandes sociétés pharmaceutiques ne sont pas dans le coup? Si l'on parle de Pfizer, on y accole une petite entreprise allemande largement inconnue, BioNTech, tout comme on adjoint l'Université d'Oxford à AstraZeneca. Moderna n'était, jusqu'à récemment, qu'une start-up en quête de succès.

C'est logique. Face au risque, la sagesse populaire nous conseille de ne pas mettre tous les œufs dans le même panier. En finance, on appelle ça «diversification». Une grande pharma peut mettre en route une ou deux équipes de chercheurs, un peu plus parfois, mais pas beaucoup plus, et donc les chances de succès sont minimales alors que les coûts sont bien réels. En revanche, il existe des milliers de start-up, hyper-spécialisées et donc hyper-compétentes. La bonne diversification du risque, c'est ça. Mais qui finance ces start-up? C'est le rôle des investisseurs de capital-risque – venture capitalists dans le jargon professionnel. Ils mettent chacun un peu d'argent dans des dizaines de start-up. La plupart vont échouer, et ils perdront leur mise, c'est prévu. Mais, comme aux jeux de hasard, il suffit que, de temps en temps, l'une d'elles réussisse pour qu'ils gagnent bien leur vie. Ça aussi, c'est de la diversification.

Après, quand un médicament ou un vaccin est prometteur, les grandes entreprises de pharma entrent en scène. Elles ont les moyens de financer les tests et elles ont les usines de production. Elles achètent le brevet, parfois même la start-up, à un moment où le risque a beaucoup diminué.

Dans le cas du covid, il fallait en plus aller très vite, c'était un enjeu majeur de santé publique. Il y avait donc une bonne raison pour que les gouvernements jouent le rôle d'investisseur en capital-risque. Ceux des Etats-Unis ou de Grande-Bretagne ont très tôt mis beaucoup d'argent sur la table. Lancée en mai aux Etats-Unis, l'opération Warp Speed, a investi quelque 11 milliards de dollars dans huit projets, dont Moderna, mais pas Pfizer, qui a refusé, alors que le gouvernement allemand investissait dans BioNTech. Quand les premiers résultats ont indiqué en Juillet que le vaccin Pfizer/BioNTech était très prometteur, Warp Speed a préfinancé l'achat de 100 millions de doses. Warp Speed a aussi misé sur des entreprises qui n'ont pas encore de vaccin au point, c'était le risque à prendre. Le gouvernement d'Israël, pour sa part, est arrivé plus tard, lorsque l'on savait que Pfizer et Moderna allaient être une réussite. Il a offert de payer plus cher et de faire des études détaillées sur l'efficacité du vaccin en échange de livraisons rapides et massives.

D'une manière ou d'une autre, les pays qui sont aujourd'hui en avance dans leurs campagnes de vaccination ont été partie prenante dans la mise au point et la création d'unités de production. Les autres, dont l'Union européenne et la Suisse, ont attendu que l'incertitude soit levée pour aller faire les courses. Ils sont plus loin dans la file d'attente, cependant devant les pays pauvres qui, eux, vont devoir attendre encore très longtemps, mais ça, c'est une toute autre histoire.